

[Texte]

illustrative only as to its assumptions and in particular, with respect to the premium, that the issuer is able to extract, on the issuance of the share versus the market value, the date of the issuance. This particular one works with a premium in the neighbourhood of 43%. But it would not matter what the premium was. In fact, the same results would show in relative measure, depending upon the premium issued. The point is simply that flow-through shares as tax reform, as now proposed, are totally uneconomic and no issuer will ever use them.

• 1910

Mr. Porter: You mention flow-through shares and suggest that the only cost to the government is the acceleration in the use of productions by taxable investors. Is this something you can put a handle on? Are we talking about dollars, percentages, delays in time? Has the Finance department indicated to you at all what they feel would be associated with that?

Mr. Poyen: We have no indications from the Department of Finance as to what that may cost in absolute dollars, and I do not know what studies they may have done to try to quantify that.

The statement there relates to the technicalities or the way the treatment of these matters take place, that the loss to government is non-existent in that it would only be a delay mechanism.

Mr. Porter: IPAC submits that junior and mid-size resource corporations' ability to finance resource activities through the issuance of flow-through shares is essential. Should that not occur, would you think there is an advantage for major companies, and would it tend to lead to take-overs of the smaller and junior firms if that situation were to exist?

Mr. Thomson: I am not certain one could get to the conclusion that it would lead to take-overs. It certainly will restrict the ability—

Mr. Porter: The juniors, you are suggesting, are going to be affected much more.

Mr. Thomson: The juniors will be affected in that their ability to raise capital will simply be impaired and therefore their ability to compete will certainly be restricted. The major companies already have ready access to capital and various forms of it, and certainly they are not going to be restricted on the preferred share financing. The flow-through share market means nothing to them. It is not something they would use.

There are lots of advantages and disadvantages of being large and small, but in point of fact the life-blood of the junior segment of the industry simply is capital. We must have access to it, and we need various forms of capital available to us to be effective.

[Traduction]

hypothèses dont l'une en particulier, concernant la prime, voulant que l'émetteur puisse entreprendre les travaux à la date de l'émission de l'action dont la valeur est la même que celle du marché. Cette hypothèse part du principe que la prime est fixée aux environs de 43 p. 100. Mais la valeur de la prime n'a aucune importance. En fait, on obtiendrait les mêmes résultats proportionnellement, selon le scénario. L'important est tout simplement de comprendre que dans le contexte de la réforme fiscale proposée, les actions accréditives ne sont absolument pas rentables et qu'aucun émetteur ne s'en servira.

M. Porter: Vous avez parlé des actions accréditives et avez dit qu'il en coûterait peut-être un peu plus au gouvernement, simplement parce que les investisseurs imposables réclameraient les déductions plus tôt. Pouvez-vous nous en dire plus long? S'agit-il de dollars, de pourcentage, de retard? Est-ce que les représentants du ministère des Finances vous ont dit ce qu'ils en pensaient?

M. Poyen: Les représentants du ministère ne nous ont pas dit ce que cela pourrait coûter en dollars absolus, et nous ne savons pas d'ailleurs s'ils ont procédé à des études là-dessus.

Ce commentaire porte sur les aspects techniques ou sur la façon dont ces questions sont traitées; ainsi, le gouvernement n'aurait pas de pertes réelles puisque il s'agirait simplement de report.

M. Porter: L'IPAC soutient qu'il est essentiel que les petites et moyennes sociétés du secteur des ressources soient en mesure de financer leurs activités grâce à l'émission d'actions accréditives. Si ce n'était pas possible, est-ce que cela serait un avantage pour les grosses sociétés? Est-ce que dans ces circonstances ces dernières pourraient décider d'acquiescer les petites et les moyennes entreprises?

M. Thomson: Je ne sais pas si l'on pourrait conclure qu'il y aurait automatiquement prise de contrôle. Évidemment cela limiterait l'aptitude. . .

M. Porter: Vous dites que les victimes seraient les petites sociétés.

M. Thomson: Les petites sociétés seront plus particulièrement touchées puisque elles n'auront pas la même possibilité de mobiliser des capitaux; ainsi, leur aptitude à livrer concurrence s'en trouvera automatiquement diminuée. Les sociétés importantes ont déjà accès à des capitaux, à diverses formes de capitaux; elles pourront sans aucun problème financer leurs activités grâce à l'émission d'actions privilégiées. Pour elles, le marché d'actions accréditives n'existe pas. Elles ne s'en servent pas.

Qu'il s'agisse d'une grosse ou d'une petite société, il y a toutes sortes d'avantages et de désavantages; les capitaux représentent l'élément vital des petites sociétés. Nous devons y avoir accès, et de fait nous devons avoir accès à toutes sortes de capitaux pour être efficaces.